

**Assemblée générale**

Distr. générale
26 juin 2023
Français
Original : anglais

**Comité spécial chargé d'étudier la situation
en ce qui concerne l'application de la Déclaration
sur l'octroi de l'indépendance aux pays
et aux peuples coloniaux****Compte rendu analytique de la 6^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le mardi 13 juin 2023, à 15 heures

Président : M^{me} Rambally. (Sainte-Lucie)

Sommaire

Question du Sahara occidental (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum, portées sur un exemplaire du compte rendu et adressées dès que possible à la Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org)

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org>).



La séance est ouverte à 15 h 20.

1. **La Présidente** informe le Comité que les pays suivants ont indiqué leur souhait de participer aux travaux du Comité en qualité d'observateurs : Burundi, Cabo Verde, Djibouti, Émirats arabes unis, Guinée équatoriale et Zimbabwe.

Question du Sahara occidental (suite)
(A/AC.109/2023/17)

2. **M^{me} Dhanutirto** (Indonésie) déclare que le Comité doit faire preuve d'une plus grande volonté politique pour parvenir à la décolonisation des territoires non encore autonomes. Ce faisant, il doit suivre une approche au cas par cas et procéder à une évaluation attentive, équilibrée et approfondie de chaque situation.

3. La délégation indonésienne continue de soutenir les efforts entrepris sous les auspices du Secrétaire général, et par l'Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental, Staffan de Mistura, pour faire avancer le processus politique et trouver une solution juste, durable et mutuellement acceptable à la question du Sahara occidental. Elle a également soutenu les appels formulés dans les résolutions du Conseil de sécurité en faveur d'une solution réaliste, pragmatique et durable.

4. **M. Ugarelli** (Observateur du Pérou) dit que, six décennies après que la question du Sahara occidental a été inscrite à l'ordre du jour du Comité, rien ne montre que les parties feront preuve de souplesse en vue de trouver une solution mutuellement acceptable. Cette question doit être résolue de manière pacifique, par la voie diplomatique, en vue de trouver une solution juste et durable conforme aux résolutions de l'Organisation des Nations Unies, notamment celles du Conseil de sécurité. Une évaluation plus approfondie des diverses positions concernant cette question devrait être menée.

5. Le Pérou appuie énergiquement les efforts faits par le Secrétaire général et son envoyé personnel pour favoriser le dialogue entre les parties concernées et créer les conditions d'un véritable cessez-le-feu. La reprise du processus politique doit avoir pour objectif de trouver une solution juste, viable, durable et mutuellement acceptable, en commençant par le maintien du cessez-le-feu convenu en 1991, et en évitant tout acte susceptible d'exacerber les tensions. Les parties doivent négocier sans conditions préalables et faire preuve de volonté politique, de bonne foi et d'ouverture.

6. La communauté internationale doit continuer d'appuyer la Mission des Nations Unies pour

l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO). Les opérations de la Mission à l'est du mur de sable sont actuellement entravées par les restrictions actuelles à sa liberté de circulation et à sa chaîne d'approvisionnement. Le Pérou appuie l'action que l'ONU mène pour renforcer le rôle des femmes dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Il faut aussi entendre le point de vue des organisations de la société civile.

7. Parallèlement aux efforts visant à relancer le dialogue politique, il faut assurer le financement des activités du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et du Programme alimentaire mondial (PAM) afin d'acheminer une aide humanitaire dans les camps de réfugiés. Toute interruption de ces activités peut conduire à une grave insécurité alimentaire et malnutrition.

8. **M^{me} Luna** (Observatrice de la République dominicaine) dit que l'initiative marocaine d'autonomie est un point de départ pour un processus politique associant l'ONU. Sa délégation apprécie les efforts faits par le Secrétaire général pour favoriser le dialogue en vue de trouver une solution juste et pacifique. Elle salue le travail accompli par l'Envoyé personnel du Secrétaire général, notamment ses visites à Rabat, dans les camps de Tindouf, à Alger et à Nouakchott en 2022 et les consultations bilatérales tenues à New York en mars 2023 avec les parties au conflit. La communauté internationale doit œuvrer de concert pour trouver une solution pacifique, réaliste et viable, qui soit durable et mutuellement acceptable, dans le respect des droits et aspirations des parties concernées et conformément aux résolutions du Conseil de sécurité sur la question.

9. **M^{me} Salman** (Observatrice de Bahreïn) dit que sa délégation appuie les efforts faits par le Royaume du Maroc pour parvenir à une solution politique à la question du Sahara marocain fondée sur l'initiative marocaine d'autonomie et les résolutions du Conseil de sécurité, dans le cadre de la souveraineté, de l'unité et de l'intégrité territoriale du Maroc. Bahreïn a affirmé son appui au Maroc par l'ouverture d'un consulat à Laayoune (Sahara marocain) en décembre 2020.

10. **M^{me} Ouattara Cisse** (Observatrice du Burkina Faso) dit que sa délégation soutient le processus politique, mené sous l'égide exclusive du Secrétaire général et qui vise à parvenir à une solution politique, réaliste, durable et de compromis au différend régional sur le Sahara occidental, conformément aux 17 résolutions du Conseil de sécurité adoptées depuis 2007. Le Burkina Faso se félicite des avancées enregistrées lors des deux tables rondes tenues à Genève, les 5 et 6

décembre 2018 et les 21 et 22 mars 2019, respectivement. Il salue les efforts de l'Envoyé personnel visant à dynamiser le processus politique, notamment dans le cadre des consultations bilatérales informelles qu'il a tenues à New York en mars 2023 avec toutes les parties concernées. Il soutient la reprise du processus des tables rondes avec les mêmes acteurs et dans le même format.

11. Le Burkina Faso soutient l'initiative marocaine d'autonomie, qui constitue une solution réaliste et fiable à ce différend et est conforme au droit international, à la Charte des Nations Unies et aux résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale. Il se réjouit de l'ouverture de consulats dans la région, ce qui devrait renforcer les opportunités qu'offre cette région, en tant que pôle de développement et de stabilité dans les régions méditerranéenne, atlantique et africaine. Pour sa part, le Burkina Faso a ouvert un consulat à Dakhla en octobre 2020. La résolution de ce différend de longue date et une coopération renforcée entre les États membres de l'Union du Maghreb arabe contribuerait à la stabilité et à la sécurité dans la région tout entière, ainsi qu'à la lutte contre le terrorisme au Sahel. Le Burkina Faso salue le modèle de développement lancé par le Maroc en 2015, qui a un impact durable sur la qualité de vie des populations du Sahara. Toutes les parties, sans exception, doivent respecter le cessez-le-feu et coopérer avec la MINURSO.

12. **M. Diome** (Observateur du Sénégal) dit que les avancées notables accomplies par le Gouvernement marocain en matière de promotion des droits de l'homme et de la démocratie et en matière de développement économique témoignent de sa volonté de résoudre ce différend. C'est pour cette raison que bon nombre de pays, y compris le Sénégal, soutiennent l'initiative marocaine d'autonomie, qui est conforme au droit international, à la Charte des Nations Unies et aux résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale sur la question. Comme reconnu dans les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, cette initiative prend en compte la question des réfugiés dans les camps de Tindouf conformément au droit international humanitaire. Compte tenu des mesures prises par le Maroc, le Sénégal a ouvert un consulat à Dakhla en avril 2021.

13. Une solution à ce différend régional passera par un processus mené sous les auspices exclusifs de l'ONU, sur la base des résolutions adoptées par le Conseil de sécurité depuis 2007. Le Sénégal exhorte toutes les parties à poursuivre la dynamique constructive insufflée par les deux tables rondes de Genève, en faisant preuve de réalisme et d'un esprit de compromis. Il salue la visite de l'Envoyé personnel auprès des parties

prenantes en 2022 et les consultations bilatérales informelles tenues à New York en mars 2023.

14. La délégation sénégalaise se réjouit de la participation des représentants élus du Sahara marocain aux travaux du Comité. Dans l'intérêt de la stabilité de la région, le respect du cessez-le-feu de 1991 est essentiel. Le Sénégal félicite le Maroc de son respect du cessez-le-feu et de sa coopération avec la MINURSO.

15. **M. Alamri** (Observateur de l'Arabie saoudite) dit que le Royaume d'Arabie saoudite appuie l'action menée par le Royaume du Maroc pour trouver une solution politique réaliste reposant sur un consensus, fondée sur les résolutions du Conseil de sécurité, sous les auspices du Secrétaire général. L'Arabie saoudite continue d'appuyer l'initiative marocaine d'autonomie, dans le cadre de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du Maroc, une solution conforme au droit international, à la Charte des Nations Unies et aux résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale.

16. La délégation saoudienne salue les efforts de l'Envoyé personnel et espère que les consultations entre les parties concernées se poursuivront. Elle salue les efforts que le Maroc déploie en vue de mettre fin à ce différend régional et invite toutes les parties concernées à faire preuve de discernement, de réalisme et d'un esprit de compromis.

17. **M. Maniratanga** (Observateur du Burundi) dit que sa délégation salue les efforts déployés par le Secrétaire général et le travail que fait son envoyé personnel, notamment les deux visites de ce dernier à Tindouf, Nouakchott et Alger en 2022 et les consultations bilatérales informelles tenues à New York en 2023 avec l'Algérie, le Maroc, la Mauritanie et le Polisario. Le renforcement de la coopération entre les États membres de l'Union du Maghreb arabe contribuerait à la stabilité et à la sécurité de la région du Sahel.

18. La délégation burundaise soutient vivement le processus politique en cours, tenu sous les auspices exclusifs du Secrétaire général sur la base des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité adoptées depuis 2007. La poursuite du processus des tables rondes avec la participation des quatre principaux acteurs devrait aboutir à une issue où tous sortiraient gagnants de ce différend qui aggrave la situation de civils innocents.

19. **M. Ndong Mba** (Observateur de la Guinée équatoriale) dit que sa délégation salue les efforts de l'Envoyé personnel visant à relancer le processus politique sous les auspices du Secrétaire général,

notamment ses visites à Rabat, dans les camps de Tindouf, à Alger et à Nouakchott en 2022 et les consultations informelles tenues à New York en 2023 avec les parties concernées, en vue de trouver une solution politique réaliste, pragmatique et durable, qui repose sur le compromis. La Guinée équatoriale espère que le processus des tables rondes reprendra selon les mêmes modalités et avec les quatre mêmes participants, à savoir le Maroc, l'Algérie, la Mauritanie et le Polisario.

20. Le Maroc a montré qu'il était déterminé à trouver une solution politique pacifique et négociée. Il a pris des mesures concrètes pour améliorer le développement socioéconomique dans la région du Sahara occidental au moyen de projets d'infrastructure, d'investissements dans des secteurs clés et de programmes de développement communautaire. Il a travaillé de manière active et constructive avec l'ONU et d'autres acteurs internationaux, notamment dans le cadre de conversations informelles, et s'est montré ouvert à des idées novatrices. L'ouverture de consulats d'États arabes, africains, asiatiques et américains et de représentations d'organisations régionales à Laayoune et à Dakhla devrait permettre d'exploiter les possibilités de développement économique et social offertes par le Maroc.

21. **M. Chanfi** (Comores) dit que le principe de la décolonisation est lié de manière intrinsèque à celui de l'intégrité territoriale. Les Comores soutiennent donc la position du Royaume du Maroc concernant la question du Sahara marocain. Le Maroc entretient des liens historiques et culturels forts avec le Sahara marocain. Pendant des siècles, les tribus sahraouies ont été intégrées dans la société marocaine et ces liens indiquent une présence marocaine profonde et légitime dans la région.

22. La délégation comorienne soutient l'initiative marocaine d'autonomie, qui constitue une base solide pour des négociations. Elle salue les efforts faits par l'Envoyé personnel, notamment ses visites dans la région en 2022 et les consultations bilatérales informelles tenues à New York en mars 2023. Le Maroc a accompli d'importants progrès dans des domaines tels que le développement socioéconomique, les infrastructures et la santé, ce qui a nettement amélioré les conditions de vie des habitants de la région. Des mécanismes de gouvernance locale ont été mis en place pour leur permettre de participer à la prise de décisions qui les concernent. Les efforts crédibles et légitimes que le Maroc entreprend pour trouver une solution durable bénéficient d'un soutien international. Pour appuyer ces efforts, les Comores ont ouvert un consulat à Laayoune en 2019.

23. Les Comores sont préoccupées par les souffrances dans les camps de Tindouf et, en particulier, celles des femmes et des enfants. Des dispositions devraient être prises pour procéder à l'enregistrement des habitants des camps conformément aux résolutions du Conseil de sécurité et aux recommandations du HCR et du Conseil de sécurité.

24. **M^{me} Kambangoye Ankassa** (Observatrice du Gabon) dit que sa délégation salue les visites de l'Envoyé personnel dans la région en 2022 et les consultations bilatérales informelles qu'il a menées en mars 2023. C'est un signe encourageant en vue de la reprise du processus des tables rondes avec les quatre mêmes participants, à savoir le Maroc, l'Algérie, la Mauritanie et le Polisario. Le Gabon invite ces pays à s'engager tout au long de ce processus, dans un esprit de compromis, en vue de parvenir à une solution politique au différend régional concernant le Sahara marocain.

25. Le Gabon encourage l'initiative marocaine d'autonomie, une base crédible pour mettre fin à l'impasse actuelle et parvenir à une solution acceptable et négociée. Aujourd'hui plus d'une centaine de pays et le Conseil de sécurité ont marqué leur soutien à cette initiative.

26. L'évolution de la situation sur le terrain est positive. Des représentants du Sahara marocain élus démocratiquement participent aux séminaires régionaux du Comité. Le nouveau modèle de développement lancé par le Maroc en 2015 a entraîné une forte amélioration du niveau de vie dans la région. Signe du renforcement de la coopération internationale, un nombre croissant de pays, dont le Gabon, ont ouvert des consulats à Laayoune et Dakhla. La situation des droits de l'homme s'est également améliorée : le rôle des commissions régionales des droits de l'homme à Laayoune et Dakhla, du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), des organes conventionnels et des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme a été renforcé.

27. Le Maroc respecte pleinement le cessez-le-feu et les autres parties devraient faire de même. Le Gabon demeure préoccupé par la situation des populations des camps de Tindouf, en particulier des femmes et des enfants ; leurs droits fondamentaux doivent être respectés.

28. **M. Akakpo** (Observateur du Togo) dit que sa délégation salue les efforts de l'Envoyé personnel visant à relancer le processus politique, notamment les consultations bilatérales qu'il a menées à New York en mars 2023 avec les acteurs concernés. Toutes les parties devraient rester engagées en vue de parvenir à une

solution politique réaliste, pragmatique et de compromis. La délégation togolaise salue le plein respect par le Maroc du cessez-le-feu au Sahara marocain et sa coopération pleine et continue avec la MINURSO. Elle appelle les autres parties à faire de même.

29. Le Togo se félicite du développement socioéconomique amené par le nouveau modèle de développement et qui a contribué à l'autonomisation des populations. Il se félicite également de l'ouverture de consulats à Laayoune et Dakhla, qui devrait permettre de renforcer les opportunités économiques et sociales et de promouvoir une approche pacifique dans le règlement de la crise.

30. **M^{me} Mualubambo** (Observatrice de l'Angola) dit que le Sahara occidental reste le dernier territoire non autonome en Afrique. Pour relever ce défi politique, il faut appliquer d'urgence et sans conditions toutes les résolutions et décisions pertinentes de l'Assemblée générale, du Conseil de sécurité et de l'Union africaine, en organisant un référendum libre et régulier au Sahara occidental qui répondrait aux aspirations du peuple sahraoui. Une solution pacifique et durable doit être trouvée conformément à l'Acte constitutif de l'Union africaine et aux résolutions de l'ONU.

31. Il serait utile de renforcer la coopération entre l'Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental et l'Envoyé spécial de l'Union africaine pour le Sahara occidental, Joaquim Chissano, en vue de trouver une solution mutuellement acceptable et durable. À cette fin, ceux-ci devraient avoir des échanges avec toutes les parties prenantes, y compris le Conseil de sécurité, pour réaliser le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination.

32. **M. Sané** (Observateur de la Guinée-Bissau) dit que le Gouvernement marocain a fait des efforts louables pour améliorer les conditions de vie de la population du Sahara marocain et pour trouver une solution durable au différend régional. Toutes les parties concernées doivent continuer de participer à un dialogue politique dans un esprit de compromis, sous les auspices de l'ONU et conformément aux résolutions du Conseil de sécurité sur la question. La Guinée-Bissau appelle à la reprise du processus des tables rondes de Genève, selon les mêmes modalités et avec les mêmes participants, à savoir l'Algérie, le Maroc, la Mauritanie et le Polisario. Elle se félicite donc de ce que l'Envoyé personnel a mené des consultations informelles à New York en mars 2023 avec ces participants.

33. L'initiative marocaine d'autonomie, qualifiée de sérieuse et de crédible par le Conseil de sécurité, est soutenue par plus d'une centaine d'États. Elle constitue

une base réaliste et pragmatique pour une solution mutuellement acceptable fondée sur le compromis. Elle peut contribuer à stabiliser la région et à améliorer la situation économique, sociale et culturelle de la population qui y vit. En ce qui concerne les infrastructures, l'éducation, la santé et les droits humains, le Maroc doit être félicité pour ses contributions, qui ont encouragé un nombre croissant d'États, dont la Guinée-Bissau, à y ouvrir des consulats.

34. **M^{me} Kuzee** (Observatrice de la Namibie) dit que la Namibie a été un des derniers pays d'Afrique à accéder à l'indépendance, mais que ce processus demeurera inachevé tant que le Sahara occidental n'aura pas été décolonisé. Le Gouvernement namibien soutient de façon indiscutable et constante le droit du Sahara occidental à l'autodétermination conformément à la Déclaration sur la décolonisation. Il ne saurait y avoir de développement durable sans reconnaissance de la primauté de la Charte des Nations Unies, dans laquelle est consacrée le droits des peuples à disposer d'eux-mêmes. La délégation namibienne demeure profondément préoccupée par l'absence de progrès en ce sens et, en particulier, par le fait que le plan de règlement pour le Sahara occidental, qui prévoit un référendum libre et régulier, est au point mort. L'ONU a investi des ressources considérables dans la MINURSO en vue d'organiser ce référendum. Le peuple sahraoui a donc été mis dans l'impossibilité d'exercer son droit à déterminer son statut politique et à assurer librement son développement économique, social et culturel. La situation est intenable.

35. La délégation namibienne se félicite de la visite effectuée dans la région par le Commissaire aux affaires politiques, à la paix et à la sécurité de l'Union africaine, Bankole Adeoye, les 29 et 30 juillet 2022, et salue le travail de l'Envoyé personnel du Secrétaire général. Elle encourage le Maroc, le Front POLISARIO, l'Algérie et la Mauritanie à engager des échanges constructifs avec les mécanismes de l'ONU et de l'Union africaine. Le Comité est tenu de veiller à l'application de toutes les résolutions visant à mettre fin au colonialisme, à l'occupation et à l'oppression.

36. **M. Zoumanigui** (Observateur de la Guinée) dit que sa délégation se félicite de la reprise du processus des tables rondes avec la participation de l'Algérie, du Maroc, de la Mauritanie et du Polisario. Pour faire du processus un succès, les parties doivent faire preuve de réalisme et d'un esprit de compromis. La délégation guinéenne se félicite des visites de l'Envoyé personnel dans la région en 2022 et des consultations bilatérales informelles tenues à New York en 2023 avec le Maroc, l'Algérie, la Mauritanie et le Polisario. Elle soutient l'initiative marocaine d'autonomie, une solution de

compromis à ce différend régional qui est conforme au droit international, à la Charte des Nations Unies et aux résolutions de l'ONU sur la question. La Guinée a ouvert un consulat à Dakhla pour raffermir ses relations avec le Maroc, interagir avec la communauté guinéenne dans la région, participer aux activités de développement et contribuer au processus de paix. Elle se félicite de la tenue des élections générales au Maroc, y compris au Sahara marocain, dans une atmosphère démocratique, transparente, libre et crédible. Le respect du cessez-le-feu par le Maroc et sa coopération avec la MINURSO sont à saluer et les autres parties sont invitées à faire de même.

37. Face à la situation humanitaire préoccupante dans les camps de Tindouf, il est nécessaire de procéder à l'enregistrement et au recensement des populations, conformément au droit international humanitaire. La Guinée renouvelle son soutien à toutes les propositions concourant à l'instauration d'un climat de paix et de stabilité qui sera profitable à toutes les parties impliquées directement ou indirectement dans la recherche d'une solution durable à ce conflit régional.

38. **M. Habashneh** (Observateur de la Jordanie) dit que les liens étroits entre le Royaume hachémite de Jordanie et le Royaume du Maroc ont été réaffirmés en mars 2021 à la suite de l'ouverture d'un consulat jordanien dans la ville de Laayoune au Maroc. L'initiative marocaine d'autonomie est une proposition réaliste, logique et sérieuse, qui est conforme à la Charte des Nations Unies et tient compte des spécificités de la région et des principes de souveraineté et d'intégrité territoriale. La délégation jordanienne salue les efforts que déploie l'Envoyé personnel en vue de relancer le processus politique sous les auspices du Secrétaire général. La Jordanie reste déterminée à favoriser toutes les formes de coopération avec le Maroc pour le bien des deux pays et du monde arabe dans son ensemble.

39. **M. Badubi** (Observateur du Botswana) dit que sa délégation espère que la quatrième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme sera marquée par une intensification des efforts collectifs visant à accélérer la décolonisation des 17 territoires non encore autonomes. À cette fin, les puissances administrantes doivent davantage s'engager à favoriser le progrès politique, économique, social et culturel, ainsi que le développement de l'instruction des peuples des territoires, afin qu'ils puissent plus facilement exercer à terme leur droit à l'autodétermination. Les puissances administrantes qui se sont montrées peu coopératives doivent de nouveau s'employer résolument à respecter leurs obligations, qui reposent sur la Charte des Nations Unies, la Déclaration sur la

décolonisation et d'autres résolutions pertinentes de l'Assemblée générale.

40. Dans le cas du Sahara occidental, dernière colonie en Afrique, des mesures d'obstruction et de déstabilisation ont empêché la tenue d'élections libres et régulières pendant plus de 30 ans, ce qui a entraîné l'effondrement du cessez-le-feu de 1991 en novembre 2020 puis l'escalade des tensions militaires. Le Botswana invite les parties à s'engager de nouveau sur la voie de la diplomatie et du dialogue afin de parvenir à une solution juste, pacifique et durable. Tout processus politique devrait viser à permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance.

41. La délégation botswanaise salue les efforts du Secrétaire général et de son envoyé personnel et souligne qu'en ce qui concerne les questions de décolonisation, l'Assemblée générale est au premier rang. Elle encourage donc le Comité à se rendre au Sahara occidental, ce qu'il n'a pas fait depuis 1975. Une telle visite permettrait au Comité de recueillir des informations de première main et de renforcer le rôle de contrôle de l'Assemblée générale concernant les questions de décolonisation et à l'Assemblée de ne plus autant dépendre du Secrétariat et du Conseil de sécurité en ce qui concerne la question du Sahara occidental.

42. **M. Alenezi** (Observateur du Koweït) dit que sa délégation appuie l'action menée par le Secrétaire général et son envoyé personnel. Les deux précédentes tables rondes ont été marquées par la participation constructive des quatre parties prenantes, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. La délégation koweïtienne espère que l'élan suscité permettra de faire avancer le processus en direction d'une solution politique fondée sur un consensus. Elle soutient les appels à une solution réaliste et pragmatique reposant sur le compromis lancés dans les résolutions du Conseil de sécurité sur la question et salue les efforts de l'Envoyé personnel visant à relancer le processus, en particulier les visites qu'il a effectuées dans la région et les consultations informelles qu'il a tenues avec les parties prenantes. L'initiative marocaine d'autonomie est l'option la plus constructive qui soit, et l'unité et la souveraineté du Maroc doivent être respectées.

43. **M. Ríos Sánchez** (Observateur du Mexique) dit que son pays est résolu à parvenir à une solution juste et durable au différend concernant le Sahara occidental, conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité. La paix dans la région dépend de la reconnaissance du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, une norme

impérative du droit international. De plus, les voix des femmes et des jeunes doivent figurer en bonne place dans tout dialogue futur entre les parties. Le Mexique salue les efforts du Secrétaire général et de son envoyé personnel visant à renforcer la confiance et à parvenir à des accords en vue de réduire les tensions.

44. La MINURSO a un rôle vital à jouer pour ce qui est de garantir la stabilité et de surveiller le cessez-le-feu, outre son importante action de déminage, qui doit se poursuivre sans obstacle. Il faut surveiller de plus près la situation des droits humains dans ce territoire afin que tous les responsables répondent de leurs actes.

45. **M. Al-Maawda** (Observateur du Qatar) dit que son pays appuie les efforts du Secrétaire général et de son envoyé personnel visant à parvenir à une solution politique durable reposant sur un consensus dans le cadre d'un processus politique mené sous les auspices de l'ONU, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité sur la question et dans le respect de la souveraineté du Maroc. Le Qatar estime que l'initiative marocaine d'autonomie doit être le fondement de toute solution réaliste et félicite le Maroc d'avoir concouru sensiblement au développement économique et social au Sahara marocain.

46. **M^{me} Joyini** (Observatrice de l'Afrique du Sud) dit que son pays réaffirme son appui au droit inaliénable du peuple du Sahara occidental à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la Charte des Nations Unies, à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et à d'autres résolutions pertinentes, à l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice de 1975 et aux décisions pertinentes de l'Union africaine. Le Comité doit agir pour protéger les droits politiques, économiques, sociaux et culturels du peuple sahraoui, y compris son droit à la souveraineté permanente sur ses ressources naturelles, et communiquer régulièrement des informations aux organes compétents de l'ONU sur la situation dans le territoire. La délégation sud-africaine encourage le Comité à se rendre dans le territoire pour savoir quelle est la situation sur le terrain, une visite qui se fait attendre depuis longtemps.

47. L'Afrique du Sud appuie les efforts de l'Envoyé personnel visant à relancer un processus politique qui réunisse les deux parties, à savoir le Royaume du Maroc et le Front POLISARIO, afin que des pourparlers directs soient engagés et que des solutions novatrices soient élaborées en vue de sortir de l'impasse actuelle. Ces solutions pourraient inclure de nouvelles mesures de confiance visant à rapprocher les parties de négociations directes. La communauté internationale doit s'engager pleinement en faveur de l'élimination totale du colonialisme sous toutes ses formes et dans toutes ses

manifestations et contribuer plus efficacement à la réalisation de cet objectif. Pour sa part, l'Afrique du Sud réaffirme sa solidarité avec le peuple sahraoui et tous les peuples des territoires non autonomes.

48. **M^{me} Fyneah** (Observatrice du Libéria) dit que sa délégation salue les efforts de l'Envoyé personnel visant à relancer le processus politique, notamment ses visites à Rabat et à Alger et la tenue de consultations informelles. L'intégrité territoriale de toutes les nations souveraines doit être respectée en permanence. Il est donc essentiel de respecter la décision 693 (XXXI) de l'Union africaine. Le processus des tables rondes doit reprendre sans conditions, selon les mêmes modalités et avec les quatre mêmes participants. Le Libéria appuie fermement l'initiative marocaine d'autonomie, solution de compromis la plus sérieuse et crédible qui est conforme au droit international, à la Charte des Nations Unies et aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale. Plus d'une centaine d'États soutiennent cette initiative. Le Libéria encourage toutes les nations éprises de paix à se joindre au nombre croissant d'États qui ont établi des consulats à Dakhla et à Laayoune.

49. La délégation libérienne salue l'élection de représentants du Sahara marocain en 2021 et leur participation aux réunions et séminaires du Comité et aux tables rondes de Genève. Elle félicite le Maroc pour : le développement socioéconomique des provinces du sud du pays ; ses réalisations dans le domaine des droits humains, en particulier le travail des commissions régionales des droits de l'homme ; sa coopération avec le HCDH ; son respect du cessez-le-feu, que toutes les parties devrait respecter.

50. Il faut procéder d'urgence à l'enregistrement de la population réfugiée conformément au droit international. Le Libéria dénonce les mauvais traitements que le Polisario fait subir aux réfugiés pacifiques, notamment en les empêchant d'avoir accès à l'aide humanitaire, ce dont il est fait état dans plusieurs rapports. Il encourage le Maroc, l'Algérie, la Mauritanie et le Polisario à continuer de participer au processus politique en vue de trouver une solution réaliste, pragmatique et durable, fondée sur le compromis, au différend régional concernant le Sahara marocain.

51. **M. Faati** (Observateur de la Gambie) dit que sa délégation salue les efforts de l'Envoyé personnel visant à relancer le processus politique sous les auspices exclusifs du Secrétaire général, notamment ses visites dans la région en 2022 et les consultations informelles tenues à New York en mars 2023 avec le Maroc, l'Algérie, la Mauritanie et le Polisario. La Gambie

encourage toutes les parties prenantes à rester déterminées à contribuer au processus des tables rondes et à s'employer à parvenir à une solution régionale, pragmatique et durable, fondée sur le compromis, à ce différend régional. Elle se félicite de la participation des représentants élus du Sahara marocain aux réunions du Comité et aux deux tables rondes tenues à Genève.

52. La Gambie ne doute pas un instant de la souveraineté du Maroc sur la région du Sahara. Elle constate que le Maroc fait preuve d'une approche constructive et coopérative et qu'il attache de l'importance au dialogue et au processus mené par l'ONU. Tous les acteurs concernés de la région doivent adopter une approche pareillement constructive.

53. La Gambie soutient fermement l'initiative marocaine d'autonomie, qui contribuera à la sécurité et à la stabilité de la région. Cette initiative bénéficie d'un appui international non négligeable et prend en compte le désir d'autodétermination de la population locale. Elle est conforme au droit international et qualifiée de sérieuse et crédible dans les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. La Gambie trouve encourageantes les activités des commissions régionales des droits de l'homme et la pleine coopération du Maroc avec le HCDH et les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales. Elle applaudit aux investissements réalisés par le Maroc au Sahara marocain, qui stimulent la croissance économique et améliorent le niveau de vie. Les consulats de Gambie de Laayoune et Dakhla visent à multiplier les liens au Sahara en tant que pôle de développement et à promouvoir la paix, la prospérité et la stabilité dans l'ensemble de la région.

54. **M. Sepe** (Observateur de la République centrafricaine) dit que sa délégation salue les visites et consultations bilatérales de l'Envoyé personnel visant à faciliter la relance du processus politique sous les auspices exclusifs du Secrétaire général. La République centrafricaine appelle à la reprise du processus des tables rondes, selon le même format et avec les participants que sont le Maroc, l'Algérie, la Mauritanie et le Polisario, de bonne foi et avec le sens du compromis nécessaire.

55. La République centrafricaine salue l'initiative marocaine d'autonomie, qui va dans le sens d'une solution de compromis. Compte tenu du soutien international dont elle bénéficie, l'initiative est un moyen crédible et sérieux de parvenir à une solution à ce différend régional. La délégation centrafricaine salue le plein respect par le Maroc du cessez-le-feu et appelle les autres parties à revenir au cessez-le-feu. Elle demande avec insistance à toutes les parties une coopération pleine, franche et continue avec la

MINURSO afin d'accélérer le processus politique en cours et de mettre fin aux souffrances des populations civiles.

56. La situation des populations des camps de Tindouf et plus particulièrement, des femmes et des enfants, est vivement préoccupante. Il faut procéder à l'enregistrement de ces populations conformément au droit international humanitaire et conformément au mandat du HCDH, aux recommandations du Secrétaire général et aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

57. **M. Freire De Morais** (Observateur de Cabo Verde) dit que sa délégation soutient les négociations en cours sous les auspices du Secrétaire général et salue les efforts de l'Envoyé personnel visant à relancer le processus politique. Cabo Verde salue le rôle de la MINURSO et est favorable au renouvellement du mandat de la Mission.

58. Cabo Verde demeure attaché à la Charte des Nations Unies, à la Déclaration sur la décolonisation et aux dispositions de sa propre Constitution concernant le droit à l'autodétermination. Il encourage donc toutes les parties à reprendre le processus des tables rondes et à rester mobilisées en vue de parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable qui repose sur le compromis. Les négociations sont le seul moyen de parvenir à une solution réaliste permettant de créer des possibilités de partenariats sous-régionaux et régionaux durables qui soient favorables à toutes les parties. La délégation caboverdienne salue donc l'initiative marocaine d'autonomie, comme toutes les autres propositions visant à résoudre ce différend. Cette initiative est le seul point de départ pour une solution politique juste et durable au différend régional, indispensable à la stabilité et à la sécurité de la région du Sahel et à une Afrique pacifique, unie et prospère.

59. **M. Youssof Aden Moussa** (Observateur de Djibouti) dit que sa délégation appuie un processus politique mené sous les auspices exclusifs du Secrétaire général en vue de parvenir à une solution politique réaliste, pragmatique, durable et de compromis au différend régional concernant le Sahara occidental. L'initiative marocaine d'autonomie, conforme au droit international, à la Charte des Nations Unies et à toutes les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, constitue une excellente base de discussion pour arriver à une solution négociée. La délégation djiboutienne se réjouit des réalisations substantielles du Maroc en matière de droits de l'homme et de sa coopération avec le HCDH, les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales et la MINURSO, et salue le respect du cessez-le-feu par le Maroc.

60. **M. Majid Khamis Gharib Alnakhi Al Ali** (Émirats arabes unis) dit que sa délégation soutient les mesures que le Maroc a prises pour défendre ses droits légitimes, dont sa souveraineté sur l'ensemble du Sahara marocain. Son pays appuie l'initiative marocaine d'autonomie, qui est sérieuse et crédible et favorise une solution conforme à la Charte des Nations Unies et aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, tout en préservant l'intégrité territoriale du Maroc. La délégation émirienne se félicite de la tenue des deux tables rondes et demande instamment la poursuite du processus entamé en 2007 sous les auspices exclusifs du Secrétaire général. Elle salue les visites régionales et les consultations bilatérales entreprises à cette fin par l'Envoyé personnel.

61. Les Émirats arabes unis, reconnaissant l'intégrité territoriale du Maroc, ont ouvert des consulats à Laayoune et Dakhla. Ils saluent le nouveau modèle de développement lancé en 2015, qui a permis d'améliorer les conditions de vie au Sahara marocain.

62. **M. Bendjama** (Observateur de l'Algérie) dit que l'Assemblée générale a adopté un grand nombre de résolutions qui affirment le droit du peuple du Sahara Occidental à l'autodétermination et appellent à un référendum libre et juste conformément aux résolutions 1514 (XV) et 1541 (XV) de l'Assemblée. Pourtant, le Sahara occidental, dernière colonie en Afrique, demeure depuis 1963 en attente de la pleine application de la résolution 1514 (XV), un retard qui prend en otage tout un peuple épris d'une liberté confisquée. De nombreuses délégations se sont exprimées aujourd'hui en faveur du droit du peuple du Sahara occidental à l'autodétermination. Pour sa part, l'Algérie réitère son engagement immuable à défendre ce droit. De plus, dans son avis consultatif du 16 octobre 1975, la Cour internationale de Justice a conclu qu'il n'y avait aucun lien juridique de quelque nature que ce soit entre le Sahara occidental et le Maroc qui pourrait affecter la mise en œuvre de la résolution 1514 (XV). Ainsi, la Cour a confirmé sans équivoque le droit inaliénable du peuple du Sahara occidental à l'autodétermination par l'expression libre et authentique de sa volonté. Cela est également attesté par Sa Majesté feu le Roi Hassan II du Maroc, qui a affirmé en 1988 son soutien à une solution juste et définitive au conflit du Sahara occidental à travers un référendum d'autodétermination régulier, libre, se déroulant dans la sincérité la plus totale et sans aucune contrainte. Le Conseil de sécurité a alors saisi cette occasion pour créer la MINURSO, mais aucun progrès n'a été réalisé.

63. Une visite à Laayoune et à Tindouf permettrait au Comité de voir la réalité sur le terrain dans ce territoire.

De par son mandat, il est de la responsabilité du Comité d'apporter une contribution décisive en vue de faire avancer le processus de décolonisation du Sahara occidental.

64. **M^{me} Moloeli** (Observateur du Lesotho) dit que les engagements pris au titre du plan de règlement pour le Sahara occidental ne se sont pas concrétisés. Des traitements inhumains subis par le peuple sahraoui continuent d'être signalés, ce qui est inquiétant. Le Lesotho condamne tout acte visant à entraver la décolonisation du Sahara occidental et exhorte les deux parties à engager des pourparlers visant réellement à parvenir à une solution durable axée sur la promotion des droits humains.

65. Il est déplorable que le référendum d'autodétermination n'ait pas encore été tenu au Sahara occidental. Le Comité doit effectuer une mission de visite au Sahara occidental pour recueillir des informations de première main. Les parties ne doivent s'employer d'aucune manière à compromettre les rares progrès accomplis à ce jour. Le fait que le Sahara occidental est une colonie – la seule en Afrique – va à l'encontre des principes énoncés dans la Charte et les résolutions pertinentes de l'ONU.

66. **M. Mawire** (Observateur du Zimbabwe) dit que le plan de règlement pour le Sahara occidental, qui a été approuvé par le Conseil de sécurité en 1991, a été délibérément ruiné et compromis par la Puissance occupante. Ayant lui-même subi le traumatisme du colonialisme et obtenu son indépendance grâce à l'aide de la communauté internationale, le peuple zimbabwéen soutient la lutte légitime du peuple sahraoui. Le Comité doit respecter sa position claire et de longue date selon laquelle le Sahara occidental est un territoire non autonome, dont les habitants ont un droit inaliénable à l'autodétermination. Ce droit doit être exercé au moyen d'un référendum. Le cessez-le-feu et les accords connexes sont restés pratiquement lettre morte et les affrontements militaires font obstacle à la reprise du processus de paix. La délégation zimbabwéenne tient néanmoins à saluer le travail considérable accompli par l'Envoyé personnel dans des conditions aussi difficiles.

67. Le dialogue direct doit reprendre, sans conditions préalables, entre le Royaume du Maroc et le Front POLISARIO. Le Conseil de sécurité doit assumer la responsabilité qui lui incombe de résoudre cette question conformément à ses propres résolutions, aux résolutions de l'Assemblée générale et aux déclarations de l'Union africaine. Tant que cela ne sera pas fait, la décolonisation de l'Afrique ne sera pas achevée.

68. **M. Hilale** (Observateur du Maroc) dit que la décolonisation des provinces sahariennes du Maroc a

été définitivement et irréversiblement scellée depuis leur retour à leur mère patrie, en 1975, en vertu de l'Accord de Madrid. La question du Sahara marocain est examinée par le Conseil de sécurité, au titre du Chapitre VI de la Charte des Nations Unies, en tant que différend régional entre le Maroc et l'Algérie. De ce fait, seul le Conseil de sécurité est habilité à faire des recommandations et préconiser une solution à ce différend régional. Il le fait, chaque année, dans ses résolutions sur la question, dont la plus récente est la résolution 2654 (2022). Dans cette résolution, il a réaffirmé quatre paramètres irréversibles. Premièrement, la solution au différend ne peut être que réaliste, pragmatique, durable et de compromis. Les prétendus plan de règlement et référendum auxquels certains se cramponnent désespérément ont été définitivement enterrés par le Conseil de sécurité depuis près de deux décennies. Deuxièmement, l'initiative marocaine d'autonomie est l'incarnation parfaite de cette solution et ce, dans le cadre de l'intégrité territoriale et de la souveraineté nationale du Maroc. Troisièmement, les tables rondes, dans leur même format et avec les quatre mêmes participants, dont le Maroc, l'Algérie et la Mauritanie, sont le seul cadre permettant de mener le processus politique jusqu'à son aboutissement. Quatrièmement, l'Algérie est partie principale à ce différend régional, ce que le Conseil de sécurité a ancré dans ses résolutions successives, en appelant expressément l'Algérie à participer aux tables rondes. Malheureusement, l'Algérie continue à rejeter les résolutions du Conseil de sécurité et à refuser le retour aux tables rondes, bloquant ainsi le processus politique.

69. Le Maroc a placé les droits économiques, sociaux, politiques et culturels des populations de ses provinces sahariennes au centre de sa stratégie de développement national. Cette stratégie de développement a été couronnée par le lancement, en 2015, du nouveau modèle de développement pour les provinces du sud, doté d'un budget de plus de 8 milliards de dollars pour la réalisation de projets structurants dans les domaines urbain, universitaire, hospitalier, judiciaire, portuaire, aéroportuaire, routier, agricole et industriel. La dynamique du développement socioéconomique s'est accompagnée de l'émancipation politique des populations. Des élections se tiennent régulièrement dans la paix, la sérénité et la quiétude. Les dernières élections, du 8 septembre 2021 ont permis l'élection démocratique et transparente des représentants légitimes de cette région, dont deux sont intervenus devant le Comité à sa cinquième séance (voir [A/AC.109/2023/SR.5](#), par. 5 à 8).

70. Les droits de l'homme sont violés quotidiennement dans les camps de Tindouf par les milices du « polsario » au vu et au su du pays hôte, l'Algérie. L'enrôlement militaire des enfants par le groupe séparatiste armé « polsario » et leur endoctrinement fanatique digne de Daech et Al-Qaïda constituent un crime de guerre. La responsabilité du pays hôte de ces camps, l'Algérie, est directement engagée pour toutes les violations des droits de l'homme qui se déroulent sur son territoire, ce qui a été décrié par les organes des Nations Unies chargés des droits de l'homme, notamment le Comité des droits de l'homme et le Groupe de travail sur la détention arbitraire. Le détournement systématique de l'assistance humanitaire continue impunément depuis 2005 au moins, comme l'ont confirmé le HCR, le PAM et l'Office européen de lutte antifraude (OLAF). En janvier 2023, le PAM a publié un rapport qui dévoile les dysfonctionnements dans la gestion de l'aide humanitaire dans les camps de Tindouf, dont notamment la découverte de produits du PAM sur le marché de pays voisins.

Déclarations faites au titre du droit de réponse

71. **M. Bendjama** (Observateur de l'Algérie) dit qu'en 1975, lors de l'adoption de l'Accord de Madrid, le Sahara occidental - le territoire et la population - a été dépecé, divisé en deux et partagé entre le Royaume du Maroc et la République islamique de Mauritanie. Ce n'est qu'après le retrait de la Mauritanie que le Maroc a occupé la partie sud du Sahara occidental et qu'il dit maintenant que la colonisation de ce territoire s'est terminée par l'occupation de ce territoire. Aucune politique, si ambitieuse soit elle, aucun développement économique ne peut remplacer la liberté. Le Comité spécial de la décolonisation ne peut pas se transformer en comité de l'autonomie.

72. **M. Hilale** (Observateur du Maroc) dit que le droit de réponse est normalement utilisé pour apporter des vérités, des preuves ou un argumentaire politique, mais que la déclaration que vient de faire le représentant de l'Algérie ne veut rien dire. La mention de 1975 est sélective. La partition du Sahara a été proposée par feu le Président de l'Algérie, Abdelaziz Bouteflika, lorsqu'il a saisi l'Envoyé personnel, James Baker, en 2002 pour proposer que le Sahara soit divisé entre le Maroc et le groupe armé créé, financé et armé par l'Algérie, ce que le Maroc a refusé car il ne peut être dépecé quels que soient les sacrifices.

73. Les observations du représentant de l'Algérie concernant le développement économique du Sahara dénotent une certaine jalousie. Les régions de Laayoune et Dakhla sont plus développées que certaines régions algériennes. La population ne fait pas la queue pour

acheter de la nourriture. Elle peut se déplacer librement, quitter le Maroc et revenir faire des déclarations à la presse, même aux médias algériens, sans être gênée. Elle participe à la vie politique. Ce n'est pas le cas en Algérie, où les journaux et les chaînes de télévision sont fermées, les opposants politiques emprisonnés et les associations des droits de l'homme et les partis politiques dissous. En ce qui concerne les observations du représentant de l'Algérie, quand on a sa maison en verre, on ne jette pas de pierres sur le voisin.

74. **M. Bendjama** (Observateur de l'Algérie) annonce qu'il distribuera aux membres du Comité le texte de l'Accord de Madrid, qui a divisé le Sahara occidental entre la Mauritanie et le Royaume du Maroc.

75. Si c'est le paradis au sein du territoire du Sahara occidental, pourquoi refuse-t-on l'autodétermination de son peuple. Si le peuple du Sahara occidental vote pour son intégration au Royaume du Maroc, l'Algérie ne trouvera rien à dire, mais tant que le peuple du Sahara occidental n'a pas choisi son devenir et qu'il est sous occupation étrangère, l'Algérie continuera à soutenir son droit à l'autodétermination.

76. **M. Hilale** (Observateur du Maroc) dit que, concernant l'autodétermination, il n'y a pas que la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale. Il y a également les résolutions 1541 (XV) et 2625 (XXV), qui ne prévoient pas ce que l'Algérie voudrait, à savoir un État indépendant fantoche sous l'autorité de l'Algérie pour avoir accès à l'océan Atlantique. Si on suit le principe de l'autodétermination tel qu'il est défendu par l'Algérie, le monde compterait 600 pays et l'Algérie ne serait pas un seul pays, mais trois. Il est dangereux de revendiquer le principe de l'autodétermination pour les uns et de le refuser pour les autres.

77. La délégation marocaine n'a jamais prétendu que le Sahara est un paradis. C'est une partie du Maroc où il y a la démocratie et le respect des droits de l'homme, où les populations élisent leurs représentants. L'Algérie finance et amène devant le Comité des représentants d'une structure qui n'a pas tenu d'élections depuis pratiquement 45 ans. Ils ont été désignés par le Gouvernement algérien.

La séance est levée à 17 h 30.